

Descentes dans les bureaux de Credit Suisse à l'étranger

Finance Pas d'apaisement entre les banques suisses et l'Europe. Partie des Pays-Bas, une enquête internationale cible 50'000 comptes.



Les investigations menées par le fisc néerlandais pourraient prendre de l'ampleur.

Image: Keystone

Credit Suisse apparaît de nouveau au centre d'une vaste enquête portant sur l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent dont sont soupçonnés des dizaines de milliers de ses clients. L'affaire est cette fois partie jeudi des Pays-Bas mais des perquisitions coordonnées ont été menées le même jour à Londres, Paris et Amsterdam.

Ce n'est que vendredi matin que le bureau d'enquête du fisc néerlandais – le FIOD – a annoncé «unir ses forces dans la lutte contre les actifs cachés à l'étranger» avec le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne mais aussi l'Australie. Ses filiales locales ont bien été «contactées par les autorités» au sujet «des affaires fiscales des clients», admet de son côté la deuxième banque helvétique dans un communiqué.

Employés sous enquête

Selon Eurojust, l'unité européenne de coordination judiciaire, les investigations ont débuté il y a un an. Les Pays-Bas auraient été alertés sur la présence de 50 000 comptes suspects dans une banque suisse, dont 3800 liés à leurs propres ressortissants. De façon étrange, le fisc néerlandais ne vise que quelques «dizaines de personnes» en lien avec des «dizaines de millions d'euros» parqués sur les comptes de «la même banque suisse». Deux suspects ont été arrêtés et «de l'immobilier, des voitures de luxe, des dizaines de peintures, des bijoux et un lingot» saisis dans plusieurs villes néerlandaises.

L'affaire menace de prendre de l'ampleur. Les impôts britanniques indiquent «focaliser [leur] enquête sur des cadres de la banque». Et la France a elle aussi mené des perquisitions, évoquant des actes «particulièrement attentatoires aux finances publiques».

Etonnement à Berne

A Berne, centre des autorités judiciaires fédérales, comme à Zurich, au siège de la banque, on tombe des nues. «Aucune procédure en cours dans ce contexte», répond le porte-parole du Ministère public de la Confédération. «Nous n'avons pas reçu de demande d'entraide judiciaire», confirme un porte-parole de l'Office fédéral de la justice.

Un silence radio d'autant plus étonnant qu'à Paris, le Parquet national financier évoque «plusieurs milliers de comptes ouverts en Suisse».

Par Pierre-Alexandre Sallier Mis à jour à 09h29

Publicité

Articles en relation

15 KG graisse du...
ventre loin! Avec les comprimés Medoredux, 100% de garantie de remboursement. **Plus**

Credit Suisse lance une enquête interne

Evasion fiscale. Les bureaux de Credit Suisse à Londres, Paris et Amsterdam ont été «contactés». La banque dit collaborer avec les autorités. **Plus...**

31.03.2017

postshop.ch
Faites le plein mobile ici: Swisscom, Sunrise, Salt, Yallo, Lebara, M-Budget et autres **Plus...**

La rédaction sur Twitter

Restez informé et soyez à jour. Suivez-nous sur le site de microblogage

Suivre @24heuresch

Pour Credit Suisse, ces descentes de police en série montrent que le dossier épineux de l'évasion fiscale à laquelle se livraient ses clients fortunés n'est pas près de se refermer. Alors que ses antennes européennes doivent mettre en action dès lundi un échange informatique de données sur leur clientèle avec les fiscaux locaux. «Les autorités européennes allaient recevoir toutes les données en 2018 – en tout cas pour les comptes encore ouverts au 1er janvier 2017», décrypte Thierry Boitelle, fiscaliste au sein du cabinet Bonnard Lawson à Genève.

Vendredi, la banque s'évertuait en outre à rappeler qu'elle a «rompu toute relation» avec ses clients qui continueraient de cacher leurs avoirs au fisc.

Toute la banque visée?

Les actionnaires de la grande banque n'ont réagi que de manière modérée à ces enquêtes: sur la journée de vendredi les titres Credit Suisse ne se sont dépréciés que de 1%. Il est vrai que leur valeur a déjà été divisée par près de deux en l'espace de deux ans.

Cette affaire fait écho à une autre procédure néerlandaise, moins brutale, qui avait visé UBS. A la fin de 2015, les Pays-Bas déposaient auprès de Berne une demande d'assistance, afin d'obtenir le nom de tous les clients bataves de la banque ayant refusé de certifier que leur situation fiscale était en ordre. Après plusieurs recours d'un client néerlandais, Berne a fini par obtenir le feu vert du Tribunal fédéral, en septembre dernier, pour «donner» les noms des titulaires des comptes.

Alors pourquoi des raids policiers cette fois? «Cela peut être motivé par la nécessité de rassembler des preuves qui ne peuvent pas être facilement obtenues par échange d'information – astuces, fraude, complicité de tiers», s'interroge Thierry Boitelle. «Ou peut-être que c'est la banque elle-même qui est soupçonnée de blanchiment, d'assistance à la fraude fiscale ou démarchage illicite», esquisse le fiscaliste genevois. Une issue qui, si elle se vérifiait, ferait basculer Credit Suisse dans une spirale judiciaire similaire ayant aspiré UBS en France. Mais à l'échelle européenne. «D'autres actions vont suivre ces prochaines semaines», a promis le fisc britannique. (24 heures)

Créé: 01.04.2017, 09h29